

L'évolution de la structure économique de Montréal 1971-1981 : désindustrialisation ou reconversion?

The evolution of Montreal's economic structure 1971-1981: deindustrialization or reconversion?

Pierre Lamonde et Mario Polèse

Volume 60, numéro 4, décembre 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/601312ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/601312ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lamonde, P. & Polèse, M. (1984). L'évolution de la structure économique de Montréal 1971-1981 : désindustrialisation ou reconversion? *L'Actualité économique*, 60(4), 471–494. <https://doi.org/10.7202/601312ar>

Résumé de l'article

Cet article analyse l'évolution de l'emploi et des structures économiques de la région métropolitaine de Montréal de 1971 à 1981 et établit des comparaisons avec les métropoles nord-américaines, notamment Toronto et Vancouver. Au cours de cette période, l'emploi manufacturier montréalais s'est accru de 7,5 % par comparaison, par exemple, à plus de 13 % pour la région torontoise. La reconversion structurelle des secteurs manufacturiers montréalais est bien amorcée et semble même plus vigoureuse que pour Toronto. Toutefois, dans le cas de la ville de Montréal, les pertes d'emplois manufacturiers sont telles qu'on peut parler de désindustrialisation. Pour sa part, le secteur tertiaire métropolitain, s'il a connu une plus forte croissance globale que le secteur manufacturier, s'est restructuré d'une façon moins favorable. La part relative des activités tertiaires d'exportation a baissé au profit des sous-secteurs desservant un marché régional ou en tous cas limité au Québec. S'il faut parler d'un déplacement de l'activité économique vers Toronto, ce mouvement aurait alors surtout touché le tertiaire moteur.

L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL 1971-1981 : DÉSINDUSTRIALISATION OU RECONVERSION ?

Pierre LAMONDE
et
Mario POLÈSE
I.N.R.S.-Urbanisation

Cet article analyse l'évolution de l'emploi et des structures économiques de la région métropolitaine de Montréal de 1971 à 1981 et établit des comparaisons avec les métropoles nord-américaines, notamment Toronto et Vancouver. Au cours de cette période, l'emploi manufacturier montréalais s'est accru de 7,5% par comparaison, par exemple, à plus de 13% pour la région torontoise. La reconversion structurelle des secteurs manufacturiers montréalais est bien amorcée et semble même plus vigoureuse que pour Toronto. Toutefois, dans le cas de la ville de Montréal, les pertes d'emplois manufacturiers sont telles qu'on peut parler de désindustrialisation. Pour sa part, le secteur tertiaire métropolitain, s'il a connu une plus forte croissance globale que le secteur manufacturier, s'est restructuré d'une façon moins favorable. La part relative des activités tertiaires d'exportation a baissé au profit des sous-secteurs desservant un marché régional ou en tous cas limité au Québec. S'il faut parler d'un déplacement de l'activité économique vers Toronto, ce mouvement aurait alors surtout touché le tertiaire moteur.

The evolution of Montreal's economic structure 1971-1981: deindustrialization or reconversion ? — The authors analyse structural changes in the Montreal economy (1971-1981), establishing comparisons with other urban areas in North America, most notably with Toronto and Vancouver. The authors observe that although manufacturing employment has grown more slowly in Montreal than in Toronto, structural change seem more positive in the former. However, as in other urban areas, the central city (the city of Montreal) has been losing manufacturing employment at a rapid rate. Service employment, although growing much more rapidly than manufacturing, has on the other hand been undergoing a « negative » structural change linked to Montreal's shrinking service role within the larger Canadian economy. To the extent that one may speak of a shift in economic functions from Montreal to Toronto, such shifts would seem to be largely concentrated in the service sector.

INTRODUCTION¹

Depuis quelques années, l'économie montréalaise fait l'objet de multiples analyses et études, trop nombreuses pour que nous puissions toutes les citer. Signalons toutefois, à titre d'exemples, les travaux récents de Bonin *et al.* (1982), Cousineau et Lacroix (1983), Martin (1982) et Thibodeau *et al.* (1984). Si l'économie montréalaise suscite tant d'intérêt, c'est qu'on se préoccupe de son évolution récente. La métropole québécoise a manifestement connu un déclin relatif de son poids démographique et économique par comparaison à Toronto, aujourd'hui la première métropole canadienne. Dans l'analyse qui suit, c'est l'évolution comparative des *structures* économiques qui retiendra notre attention, en allant cependant plus loin (lorsque les données nous y autorisent) que la simple comparaison Montréal-Toronto, pour également considérer l'évolution récente d'autres grandes métropoles, plus particulièrement Vancouver dans le cas canadien.

Le secteur manufacturier et le secteur tertiaire montréalais feront tour à tour l'objet d'analyses distinctes. Celles-ci examinent les structurations internes propres à chaque grand secteur d'activité économique, tout en mettant l'accent, dans les deux cas, sur certains changements survenus dans l'orientation géographique des marchés. Cependant, les données manufacturières et celles du secteur tertiaire ne proviennent pas toujours des mêmes sources, de sorte que les deux analyses ne sont pas entièrement comparables. Cette situation s'explique en partie par des problèmes de disponibilité des données, mais aussi par le fait qu'il y a des différences de nature entre les deux grands secteurs d'activité économique². Pour le secteur manufacturier, ce sont des statistiques d'emploi de l'INRS-Urbanisation qui nous serviront de données de base (voir l'appendice à ce sujet), tandis que l'analyse du secteur tertiaire reposera principalement sur des données de main-d'œuvre tirées de compilations spéciales de Statistique Canada à partir du recensement. Il reste que l'intérêt principal de l'étude actuelle réside, selon nous, d'une part dans l'analyse simultanée des activités manufacturières et tertiaires, et d'autre part dans la comparaison du cas montréalais avec celui d'autres grandes métropoles nord-américaines, notamment Vancouver et Toronto.

Pour Montréal, comme pour Vancouver et Toronto, les données réfèrent toujours à la région métropolitaine de recensement (RMR),

1. Cet article s'appuie en partie sur une étude soumise à la Communauté urbaine de Montréal (Lamonde, Ledent et Polèse, 1984). Il n'engage cependant que les auteurs.

2. Par exemple, les comparaisons entre les deux secteurs du point de vue du commerce interrégional et international s'avéreront difficiles à faire non pas seulement pour des raisons de disponibilité de données, mais aussi pour des raisons de différence de définitions et de concepts. Les comparaisons de productivité posent souvent le même type de problèmes.

concept analogue dans sa définition aux SMSA (Standard Metropolitan Statistical Areas) employés pour les régions urbaines américaines. La période examinée couvre généralement la décennie 1970.

1. LE SECTEUR MANUFACTURIER DE MONTRÉAL, 1971-1980

Pendant cette période, l'emploi manufacturier de la région métropolitaine de Montréal, selon la banque de données de l'INRS-Urbanisation, est passé de 284 000 à 305 300, soit un accroissement de 7,5% (tableau 1.1). Bien qu'il s'agisse d'une évolution assez différente de la

TABLEAU 1.1
STRUCTURE DE L'EMPLOI MANUFACTURIER DANS LES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES
DE MONTRÉAL, TORONTO ET VANCOUVER, 1971 ET 1980^a

Groupes majeurs ou regroupements	Montréal		Toronto		Vancouver	
	1971 %	1980 %	1971 %	1980 %	1971 %	1980 %
Aliments, boissons et tabac	11,3	11,4	10,0 ^b	10,2 ^b	16,9	16,6
Cuir	3,0	2,6	1,7	1,2	n.d. ^c	n.d. ^c
Textile	5,6	4,2	2,3	2,5	n.d. ^c	1,3
Bonneterie	3,9	3,1	n.d. ^c	1,0	n.d. ^c	n.d. ^c
Vêtement	19,6	16,3	4,9	4,3	n.d. ^c	3,6
Bois	1,7	1,9	1,0	1,1	23,7	19,4
Meuble	3,2	3,4	3,5	4,5	2,6	2,3
Papier	3,2	3,7	5,5	4,8	5,0	4,6
Imprimerie	5,0	6,1	8,9	9,5	5,9	7,6
1 ^{re} transformation des métaux	2,8	3,6	1,8	n.d. ^c	n.d. ^c	n.d. ^c
Produits métalliques	9,2	8,6	11,8	11,2	12,8	12,6
Machinerie	3,8	5,9	6,2	5,9	4,3	7,1
Équipement de transport	5,1	7,9	9,0	10,2	5,8	6,8
Produits électriques	6,4	5,5	10,9	10,1	3,6	3,8
Produits min. non métalliques	3,3	3,0	3,1	2,5	2,9	3,0
Pr. chim., caoutch., pétr., charbon	8,5	8,5	9,9 ^d	11,2 ^d	4,3	5,4
Divers	4,4	4,3	7,6	7,8	2,6	
Autres groupes	—	—	1,9	2,0	8,6	5,9
TOTAL, en %	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
TOTAL, en (000) emplois	(284,0)	(305,3)	(309,1)	(349,5)	(64,9)	(74,6)

SOURCES : Montréal : banque de données de l'I.N.R.S.-Urbanisation ; Toronto et Vancouver : Statistique Canada, cat. 31-209.

a. Voir l'appendice 1, sur la couverture de la banque de données de l'I.N.R.S.-Urbanisation.

b. Exclut le tabac, compris dans « autres groupes ».

c. Inclus dans « Autres groupes » en 1971 et / ou 1980.

d. Si l'on exclut le pétrole-charbon, compris dans « Autres groupes » en 1971, le pourcentage est de 10,8% en 1980.

croissance nulle qu'on obtient à partir des données de Statistique Canada³, ce taux d'augmentation reste inférieur à celui de Toronto (309 000 à 349 500, +13,1%) et de Vancouver (64 900 à 74 600, +14,9%). Ajoutons que la région montréalaise a pu maintenir sa part relative dans l'emploi manufacturier québécois autour de 50,5%.

Par ailleurs, Montréal se compare très avantageusement à l'ensemble formé par les cinquante plus grandes régions métropolitaines des États-Unis, qui ont perdu 6,6% de leur emploi manufacturier entre 1967 et 1977 (Philipps et Vidal, 1983). Si la performance montréalaise est inférieure à celle du sous-groupe des douze grandes zones métropolitaines de l'ouest américain (croissance moyenne de 9,2%), elle est supérieure aux trois autres catégories : celles du sud des États-Unis (augmentation de 5% en moyenne), celles du centre-nord (décroissance de 8%), et celles du nord-est (-20%). Elle fait donc très bonne figure par comparaison à la majorité des régions métropolitaines américaines.

À l'intérieur de la Communauté économique européenne, les régions les plus urbanisées ont également connu un déclin de leur emploi manufacturier (-6,0% pour la période 1973-1979 ; Keeble, Owens et Thompson 1983) tandis qu'une tendance analogue s'amorce depuis 1965 pour les plus grandes villes japonaises (Takashi, 1982). Au Royaume-Uni, où la transformation semble particulièrement brutale, la grande région londonienne, par exemple, a connu une chute de 38% de son emploi manufacturier entre 1971 et 1981 (Green et Owen 1984). Bref, si la croissance de Montréal peut paraître décevante par rapport à celles des deux autres grandes métropoles canadiennes, on ne peut pas toutefois parler d'une évolution « anormale » dans un contexte plus large. Pour autant que ces comparaisons internationales constituent des points de repère valables, on pourrait même parler d'une croissance manufacturière au-dessus de la moyenne.

1.1 *Une restructuration favorable à la productivité*

Ces chiffres globaux cachent cependant des modifications structurelles importantes dans le cas de Montréal. Pour les dix groupes majeurs dont la productivité du travail est inférieure à la moyenne du secteur manufacturier⁴, la part relative dans l'emploi baisse de 3,4 points au

3. L'appendice 1 explique pourquoi nous nous sommes servis de la banque de données de l'INRS-Urbanisation plutôt que de la publication 31-209 de Statistique Canada.

4. Vu la sous-estimation de l'emploi manufacturier montréalais dans la publication 31-209 de Statistique Canada, il n'est pas approprié de s'en servir pour calculer la productivité du travail car on aboutit alors à des résultats plutôt invraisemblables : le rapport (Montréal / Toronto) de la productivité du travail dans le secteur manufacturier passerait, dans ce cas, de 88,6% en 1971 à 94,8% en 1979 et à ... 99,7% en 1980 ! Nous avons donc dû faire l'hypothèse que la productivité manufacturière du travail a la même structure pour Montréal que pour l'ensemble du Québec, et nous servir des données de l'Institut National de la Productivité (INP 1984).

profit de celle des autres groupes se situant au-dessus de cette moyenne (tableau 1.2).

En particulier, il y a eu une forte réduction du poids relatif des sept groupes à productivité très inférieure à la moyenne (cuir, textile, bonneterie, vêtement, bois, meuble et divers), dont la part totale tombe de

TABLEAU 1.2
PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL PAR GROUPE MAJEUR, QUÉBEC, ET COMPARAISON
AVEC L'ONTARIO ET TORONTO

Groupes majeurs	Québec 1982	Québec 1976 1982		Toronto 1980	
	Total man. = 100,0	Ontario = 100,0		Total man. = 100,0	Ontario = 100,0
Aliments et boissons	122,0	84,8	89,6	123,3	101,5
Tabac	192,6	61,3	82,3	— ^a	— ^a
Caoutchouc	91,5	85,3	83,7	94,0	102,4
Cuir	53,2	86,4	95,2	54,2	95,7
Textile	76,4	76,8	72,9	74,7	90,5
Bonneterie	57,2	90,7	94,1	50,5	102,4
Vêtement	74,5	94,0	102,5	51,4	90,2
Bois	60,3	86,0	95,8	73,5	105,2
Meuble	115,3	96,1	109,2	70,5	105,4
Papier	101,5	99,8	95,8	93,2	84,5
Imprimerie	116,5	81,6	104,0	99,8	113,1
1 ^{re} transformation des métaux	90,5	88,0	94,4	— ^a	— ^a
Produits métalliques	114,9	78,0	94,6	97,9	106,3
Machinerie	97,9	35,1	58,2	107,3	98,4
Équipement de transport	125,0	104,5	111,1	92,2	87,0
Produits électriques	116,4	94,7	102,6	97,5	102,4
Produits min. non mét.	135,6	231,4 ^c	225,0 ^c	108,0	106,0
Produits pétr. et du ch.	133,3	82,6	81,1	162,5	100,0
Ind. chimique	73,9	82,4	85,2	99,3	109,0
Divers	n.a.	n.a.	n.a.	108,0 ^b	104,4 ^b
Autres groupes	100,0	72,8	85,8	100,0	98,6

SOURCES : 3 premières colonnes : INP (1984). 2 dernières colonnes : Statistique Canada, cat. 31-209.

a. Inclus dans « autres groupes ».

b. Comprend le tabac et la première transformation des métaux.

c. Selon l'INP, cet indicateur pour ce groupe est erratique, et donc peu significatif.

41,4% en 1971 à 35,8% en 1980. Par contre, on constate une croissance importante du volume de l'emploi dans cinq groupes dont la productivité du travail se situe autour ou au-dessus de la moyenne : aliments, boissons et tabac (croissance combinée de +8,4%), et surtout imprimerie (+24,2%), machinerie (+65,1%) et équipement de transport (+64,4%). La part relative de ces groupes dans l'emploi manufacturier a augmenté de 25,2% à 31,3%.

Ainsi la reconversion structurelle du secteur manufacturier montréalais, souhaitée depuis si longtemps, semble en voie de réalisation depuis la décennie 1970. Cette évolution ne peut que diminuer la fragilité de l'activité manufacturière face à la concurrence étrangère.

Pendant cette période, la restructuration du secteur manufacturier torontois a été comparativement moins favorable qu'à Montréal à cet égard : la part relative des groupes à productivité inférieure à la moyenne du secteur manufacturier torontois est restée stable. Il y a même eu une augmentation, légère il est vrai, du poids de six groupes à productivité très inférieure à la moyenne (cuir, textile, vêtement, bois, meuble, divers), dont le pourcentage combiné passe de 21% à 21,4% entre 1971 et 1980. Il faut toutefois préciser que la restructuration du secteur manufacturier torontois a sans doute été freinée par deux facteurs en partie conjoncturels au cours de cette période : le marasme de l'industrie nord-américaine de l'automobile et, à un moindre degré, les difficultés de plusieurs autres secteurs de biens durables.

De 1976 à 1982, le rapport (Québec / Ontario) de la productivité du travail dans le secteur manufacturier a beaucoup progressé, passant de 72,8% à 85,8% (INP 1984) : la région métropolitaine de Montréal a sans doute joué un rôle significatif dans ce rattrapage partiel.

1.2 *Impact sur les exportations*

Cet impact peut être estimé en se servant des résultats d'une enquête du B.S.Q. sur la destination des expéditions des entreprises manufacturières exportant leurs produits hors du Québec (BSQ 1983). Cette enquête couvre le Québec et ses régions administratives. Comme la zone métropolitaine de Montréal représente environ 80% de l'emploi manufacturier de la région administrative du même nom (RAM, par la suite), les résultats portant sur celle-ci donnent un portrait assez exact de la structure et la destination des exportations métropolitaines.

Bien que la période couverte (1976-1980) soit assez brève, on constate une réorientation significative des exportations montréalaises. La part des marchés internationaux dans les expéditions totales des entreprises exportatrices est passée de 13,8% à 16,8%, tandis que celle des ventes dans le reste du Canada a baissé de 36,4% à 33,9% (tableau 1.3).

TABEAU 1.3
EXPÉDITIONS EXTÉRIEURES DES MANUFACTURIERS EXPORTATEURS DE LA RÉGION
ADMINISTRATIVE DE MONTRÉAL EN % DE LEURS EXPÉDITIONS TOTALES,
1976 ET 1980

Destination	Reste du Canada		Hors-Canada		Total, exportations	
	1976 %	1980 %	1976 %	1980 %	1976 %	1980 %
Groupes majeurs						
Aliments, boissons	29,8	27,6	6,4	8,8	36,2	36,5
Tabac	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Caoutchouc	54,6	53,2	5,9	10,4	60,5	63,6
Cuir	49,1	53,8	3,5	6,2	52,6	60,0
Textile	52,9	51,8	1,9	5,1	54,7	56,9
Bonneterie	44,9	45,9	0,9 ^a	0,8 ^b	45,8 ^c	46,7 ^c
Vêtement	53,7	55,1	5,7	5,1	59,3	60,2
Bois	23,2	18,9	20,8 ^a	19,9	44,0 ^c	38,8
Meuble	46,8	47,3	3,7	7,9	50,5	55,2
Papier	35,0	36,7	3,4	4,9	38,4	41,6
Imprimerie	31,7	22,1	4,2 ^a	8,5	35,9 ^c	30,7
1 ^{re} transf. métaux	35,4	34,7	31,4	34,5	66,8	69,2
Produits métalliques	37,5	36,4	12,7	16,1 ^b	49,7	52,4 ^c
Machinerie	40,3	33,0	31,4	39,7	71,7	72,7
Équip. de transport	14,8	24,5	71,1	65,8 ^b	85,9	90,2 ^c
Prod. électriques	55,9	47,1	10,8	21,2	66,8	68,4
Prod. min. non mét.	29,4	23,6	7,1	11,6	36,5	35,1
Pétr., charbon	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Prod. chimiques	50,2	46,7	6,8	10,4	57,0	57,1
Divers	49,8	46,6	9,6	13,5	59,5	60,0
Total, 20 groupes	36,4	33,9	13,8	16,8	50,3	50,8
Total, excl. les pâtes et papiers et les prod. min. non mét.	36,6	34,0	14,4	17,5	51,0	51,5

SOURCES : B.S.Q., 1983.

a. En 1977.

b. En 1979.

c. Estimation (voir notes a et / ou b).

La restructuration du secteur manufacturier montréalais explique en bonne partie cette réorientation des ventes hors-Québec. Le poids relatif de trois groupes majeurs — première transformation des métaux, machinerie et équipement de transport — a fortement augmenté entre 1971 et 1980 (de 11,7% à 17,4%). Or les entreprises exportatrices de ces trois groupes vendent à l'extérieur du Canada une proportion de leurs expéditions très supérieure à la moyenne pour tout le secteur ; par contre leurs livraisons dans les autres provinces canadiennes ne constituent qu'un pourcentage comparativement médiocre.

À l'inverse, le poids relatif combiné de quatre groupes majeurs dans l'emploi manufacturier — cuir, textile, vêtement et bonneterie — est tombé de six points (32,1% à 26,2%) pendant la même période. Du point de vue des exportations internationales, ces groupes ont une très faible performance : ils vendent à l'étranger moins de 6,5% de leurs expéditions totales. Cependant, la proportion de leurs livraisons vers le reste du Canada est nettement supérieure à celle de la moyenne sectorielle.

Bref, la restructuration du secteur manufacturier montréalais se traduit par un renforcement relatif des exportations internationales et, en corollaire, par une réduction du pourcentage des expéditions destinée au reste du Canada.

Une comparaison entre la RAM et le reste du Québec, à cet égard, permet de jeter un éclairage supplémentaire sur la réorientation des structures manufacturières de la région métropolitaine. Entre 1976 et 1980, le reste du Québec accroît, lui aussi, la part relative de ses exportations internationales et réduit celle de ses expéditions vers les autres provinces (tableau 1.4). Toutefois, le pourcentage des ventes à l'extérieur du Canada, pour l'ensemble des entreprises exportatrices du reste du Québec, demeure deux fois plus élevé que celui qu'on observe pour la RAM. Par ailleurs, celle-ci expédie vers les autres provinces une fraction plus importante de ses livraisons totales que ne le fait le reste du Québec, et cet écart s'accroît pendant la période, le ratio des pourcentages (RAM / reste du Québec) passant de 1,1767 à 1,3587. Au total, les manufacturiers exportateurs du reste du Québec exportent une plus grande proportion de leurs expéditions à l'extérieur de la province que ceux de la RAM : en 1980, 59,3% par comparaison à 50,8%, et cet écart s'est maintenu depuis 1976.

Nous nous sommes demandés si ces différences entre la RAM et le reste du Québec ne sont pas uniquement attribuables à deux groupes majeurs, les pâtes et papiers et les produits minéraux non métalliques. Ceux-ci se caractérisent, dans le reste du Québec, par une forte propension à exporter hors-Canada, alors que, dans la RAM, ils négligent les marchés étrangers. Si ces effets de structure sont éliminés par l'exclusion de ces groupes majeurs, les différences entre les deux régions demeurent importantes :

a) entre 1976 et 1980, les deux régions semblent se réorienter vers les exportations internationales, mais la tendance est plus marquée pour le reste du Québec ; b) la part relative des ventes hors-Canada des entreprises exportatrices du reste du Québec demeure supérieure, surtout en 1980, à celle qu'on observe pour la RAM, mais l'écart est beaucoup moindre ; c) si en 1976 les deux régions expédient vers le reste du Canada à peu près la même fraction de leurs livraisons totales, en 1980 ce pour-

TABEAU 1.4
EXPÉDITIONS EXTÉRIEURES DES MANUFACTURIERS EXPORTATEURS DU RESTE DU
QUÉBEC EN % DE LEURS EXPÉDITIONS TOTALES, 1976 ET 1980

Destination	Reste du Canada		Hors-Canada		Total, exportations	
	1976 %	1980 %	1976 %	1980 %	1976 %	1980 %
Groupes majeurs						
Aliments, boissons	25,2	17,7	6,5	14,6	31,7	32,4
Tabac	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Caoutchouc	44,3	36,9	12,2	10,4	56,5	47,3
Cuir	53,8	54,1	3,1	2,6	56,9	56,7
Textile	39,3	36,3	6,2	9,0	45,5	45,4
Bonneterie	55,8	50,8	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Vêtement	54,8	52,9	0,9	3,7	55,7	56,7
Bois	25,9	20,1	28,9 ^a	31,9	54,9 ^c	51,9
Meuble	50,2	51,3	2,7	6,0	52,8	57,3
Papier	19,6	19,6	58,0	60,5	77,2	80,1
Imprimerie	21,6	34,6	1,4 ^a	1,9	23,0 ^c	36,5
1 ^{re} transf. métaux	37,1	20,6	33,4	52,1	70,5	72,7
Produits métalliques	45,4	22,4	13,7	n.d.	59,1	n.d.
Machinerie	41,4	45,6	18,4	15,5	59,8	61,0
Équip. de transport	20,7	17,6	33,4	20,1 ^b	54,1	37,7 ^c
Prod. électriques	59,3	38,0	8,0	20,7	67,4	58,7
Prod. min. non mét.	21,3	16,4	41,9 ^a	46,4	63,1 ^c	62,8
Pétr., charbon	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Prod. chimiques	29,7	26,9	17,0	22,9	46,7	49,9
Divers	49,6	46,1	14,7	14,1	64,3	60,2
Total, 20 groupes	30,9	25,0	29,2	34,3	60,2	59,3
Total, excl. les pâtes et papiers et les prod. min. non mét.	36,9	27,2	15,1	24,2	52,0	51,4

SOURCES : B.S.Q., 1983.

a. En 1977.

b. En 1979.

c. Estimation (voir notes a et b).

centage est devenu nettement inférieur dans le cas des entreprises exportatrices du reste du Québec.

Par contre, si on considère l'ensemble des expéditions hors-Québec, mais en excluant toujours celles des deux mêmes groupes majeurs, il n'y a plus d'écart significatif entre les pourcentages des deux régions, tant en 1976 qu'en 1980.

On peut s'attendre à ce que la reconversion structurelle du secteur manufacturier montréalais continue d'accroître l'importance relative de ses exportations internationales. Cette transformation structurelle s'explique tout particulièrement par l'adaptation du secteur aux change-

ments de la demande et de la technologie et par l'accroissement de la concurrence étrangère.

Dans les pays de la CEE on observe une tendance à la décentralisation de l'emploi manufacturier des grandes agglomérations urbaines vers les régions moins urbanisées (Keeble, Owens et Thompson, 1983). Dans la mesure où les industries traditionnelles y semblent davantage affectées par le mouvement de relocalisation que celles à plus forte productivité, cette tendance, si elle existait à Montréal, pousserait elle aussi à la transformation structurelle de son secteur manufacturier.

De fait, nous avons constaté l'existence d'un facteur de ce type dans la région montréalaise : la part relative de celle-ci dans l'emploi des groupes manufacturiers québécois à productivité inférieure à la moyenne est tombée de 58,4% à 54,4% entre 1971 et 1981 ; par contre le pourcentage de la région dans l'emploi total des groupes à plus forte productivité a augmenté, de sorte que la métropole a maintenu sa proportion par rapport à l'emploi manufacturier total du Québec.

1.3 *Une tendance lourde : la désindustrialisation de la ville centrale*

Si le secteur manufacturier de la région métropolitaine de Montréal a connu, entre 1971 et 1980, une croissance de l'emploi en même temps qu'une restructuration favorable à la productivité moyenne du travail et aux exportations internationales, il est par contre responsable d'un important déplacement de l'activité manufacturière à l'intérieur de la région métropolitaine de Montréal, analogue à celui observé au niveau interrégional dans d'autres pays.

De 1971 à 1980, la ville de Montréal (la municipalité) a subi une forte baisse de son volume d'emploi manufacturier, de 184 800 à 138 600, soit une chute de 25%. Sa part relative dans l'emploi manufacturier de la région métropolitaine est tombée de 65% à 45,4%. Il s'agit là d'une tendance qui existe au moins depuis le début des années soixante (Lamonde et *alii*, 1977). Ce déclin absolu et relatif s'explique en partie par la vulnérabilité structurelle de la ville. En 1971, le cuir, le textile, la bonneterie et le vêtement, groupes depuis longtemps à faible productivité et à grande fragilité face à la concurrence étrangère, formaient 44,9% de l'emploi manufacturier de la ville de Montréal ; bien que, de 1971 à 1980, leur volume combiné d'emploi ait baissé de 83 000 à 65 000, leur part relative dans l'emploi manufacturier de la ville est passée à 46,9%, soit deux points de plus qu'au début de la période.

Le déclin de la ville centrale s'explique aussi par l'existence, à l'intérieur de la région métropolitaine de Montréal, d'un fort processus de déconcentration des activités manufacturières, qui émigrent selon un axe

principal est-ouest et, à un moindre degré, selon un axe secondaire nord-sud avec Laval et Longueuil comme pôles mineurs d'attraction.

En fait, la région métropolitaine a perdu son foyer manufacturier central, prédominant pendant de nombreuses décennies. Si l'on se fie à l'expérience des autres métropoles nord-américaines, la désindustrialisation de la ville centrale est une tendance lourde qui se poursuivra fort probablement à l'avenir. Ce phénomène de déconcentration intra-urbain n'est pas unique à Montréal. Selon Phillips et Vidal (1983), les villes centrales des cinquante plus grandes régions métropolitaines des États-Unis ont perdu, ensemble, près de 20% de leur emploi manufacturier de 1967 à 1977; pour les dix régions du nord-est américain, cette baisse fut de près de 33%⁵. Britton (1981) observe également une baisse sensible de l'emploi manufacturier dans la ville centrale de Toronto entre 1951 et 1977.

Mais si ces comparaisons permettent de relativiser le phénomène, il n'en reste pas moins que ces transformations entraînent nécessairement des conséquences fiscales et sociales importantes, notamment pour la ville centrale. Cependant, le secteur manufacturier ne constitue que la première partie de notre analyse en deux temps. Il faut maintenant examiner l'évolution du secteur tertiaire.

2. L'ACTIVITÉ TERTIAIRE À MONTRÉAL, 1971-1981

À la différence du secteur manufacturier, l'activité tertiaire a connu une expansion importante de ses effectifs au cours de la décennie 1971-1981 : un accroissement de 312 600 (soit + 48,3%) en termes de population active. L'évolution de Montréal à cet égard, nous l'avons déjà constaté pour les activités industrielles, ne se distingue pas sensiblement de celle qu'on observe dans le cas de plusieurs autres grandes métropoles nord-américaines. Le niveau de tertiariation de l'économie montréalaise en 1981 (66,3% de la population active) était tout à fait comparable à celui de Toronto (66,8%) et même bien en deçà de celui de Vancouver (72,0%). On observe des taux très comparables, voire supérieurs, pour les cinquante plus grandes métropoles américaines (Phillips et Vidal, 1983), les niveaux de tertiariation étant toujours plus élevés dans les villes « dynamiques » de l'Ouest américain, ce qui laisse supposer que la tendance à la tertiariation n'a probablement pas encore atteint son sommet dans les villes plus vieilles de l'Est du continent. Pour la SMSA de San Francisco (qui touche à la célèbre « Silicon Valley ») l'emploi tertiaire en 1981 comptait, par exemple, pour au-delà de 80% du total. Le glissement général de l'économie montréalaise vers le secteur tertiaire ne constitue

5. Phillips, R.S. et Vidal, A.C., *op. cit.*, tableaux 4 et 6.

donc pas en soi un « problème » particulier. Pour comprendre le sens de cette restructuration, il faut examiner les modifications qui se sont produites à l'intérieur du secteur tertiaire.

2.1 *Le classement des activités tertiaires*

Le secteur tertiaire, encore plus que le secteur manufacturier, est composé d'un ensemble très hétérogène d'activités, dont le seul point commun est l'absence d'une production matérielle ou tangible. Pour les besoins de l'analyse, nous identifions trois grands groupes d'activité tertiaire.

Le premier, *les services à la consommation*, comprend le commerce, les services personnels, le secteur du divertissement et des loisirs (cinémas, théâtres, campings, etc.), l'hébergement et la restauration et les services divers (voir tableau 2.1). Ce regroupement recouvre ce qu'il est convenu d'appeler le tertiaire banal ou traditionnel, caractérisé par des salaires faibles et par des possibilités limitées d'exportation à l'extérieur de la région⁶. Certaines activités de ce groupe (hôtels, restaurants, théâtres, etc.) exportent indirectement leurs services, en attirant une clientèle dans la région ; mais elles ne comptent que pour une proportion relativement faible des activités du groupe.

Le deuxième grand groupe, *les services à la production*, se distingue à la fois par des salaires élevés et par un potentiel plus important d'exportation. Ce sont les activités de ce groupe qui, au Canada, expliquent la majeure partie des exportations urbaines de service privés (Polèse et Stafford, 1982). On y trouve les services financiers et immobiliers (banques, assureurs, etc.) ; les services aux entreprises (informatique ; publicité ; consultants divers, etc.) et le secteur des transports, communications et autres services connexes (pipelines, transmission de l'électricité, etc.). Ce regroupement recouvre ce qu'il est convenu d'appeler le tertiaire moderne ou supérieur, ou encore le tertiaire moteur, quoiqu'il n'existe pas de définition rigoureuse de ces termes.

Le troisième grand groupe est formé par *les services gouvernementaux et para-publics*, et regroupe l'administration publique (fédérale, provinciale et locale) ; les services médicaux et sociaux (hôpitaux, cliniques, services de bien-être, etc.) et les services d'enseignement et autres services connexes (écoles primaires, écoles de métiers, universités, etc.). Le groupe se caractérise par des salaires élevés et par des possibilités limitées d'exportation. S'il est vrai que les grandes universités et les hôpitaux, tout comme les hôtels, peuvent indirectement exporter leurs services, il reste que le rayon possible de desserte demeure également très limité pour la plupart des activités de ce grand groupe.

6. Pour les données de salaire par secteur, le lecteur pourra consulter la publication mensuelle de Statistique Canada, *Emploi, gains et durée du travail* (catalogue # 72-002).

TABLEAU 2.1
LA STRUCTURE DE LA MAIN-D'ŒUVRE TERTIAIRE, 1981,
MONTRÉAL, TORONTO, VANCOUVER

Effectifs	Montréal		Toronto		Vancouver	
Secteurs	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
<u>SERVICES À</u> <u>LA CONSOMMATION</u>						
Commerce	239 500	24,9	298 000	26,2	126 500	25,5
Divertissement et loisirs	17 600	1,8	25 900	2,3	8 500	1,7
Services personnels	22 600	2,4	25 800	2,3	9 600	1,9
Hébergement et restauration	70 700	7,4	84 400	7,4	42 600	8,6
Services divers	41 200	4,3	45 800	4,0	20 600	4,1
	391 600	40,8	479 900	42,2	207 800	41,8
<u>SERVICES À</u> <u>LA PRODUCTION</u>						
Transport, communications et autres services publics	133 900	13,9	130 600	11,5	69 600	14,0
Finances, assurances et affaires immobilières	87 600	9,1	139 200	12,2	47 300	9,5
Services aux entreprises	70 300	7,3	115 400	10,1	42 000	8,4
	291 800	30,3	385 200	33,8	158 900	31,9
<u>SERVICES</u> <u>GOUVERNEMENTAUX</u> <u>ET PARA-PUBLICS</u>						
Enseignement et services connexes	91 700	9,5	93 600	8,2	41 000	8,3
Services médicaux et sociaux	108 400	11,3	95 500	8,4	52 300	10,5
Administration publique	77 400	8,1	84 400	7,4	37 900	7,6
	277 500	28,9	273 500	24,0	131 200	26,4
TOTAL	960 900	100,0	1 139 900	100,0	497 100	100,0

SOURCE : Statistique Canada, compilation spéciale pour le compte de l'I.N.R.S.-Urbanisation.

À l'examen des taux de croissance, 1971-1981, dans les trois grandes métropoles canadiennes (tableau 2.2, dernière colonne), on découvre les différences d'un grand groupe à l'autre, mais surtout à l'intérieur de chaque groupe. Ce sont les services gouvernementaux et para-publics qui ont progressé le moins rapidement au cours de la dernière décennie. Cette tendance s'explique à la fois par le ralentissement généralisé de l'appareil gouvernemental, phénomène observé dans tous les pays occidentaux (l'État-providence étant maintenant largement parachevé), et

TABEAU 2.2
L'ACCROISSEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE TERTIAIRE, 1971-1981, PAR SECTEUR, MONTRÉAL, TORONTO, VANCOUVER

Changement 1971-1981	Montréal		Toronto		Vancouver		Taux de croissance 1971-1981 pour les 3 métropoles
	Indice* de changement structurel		Indice* de changement structurel		Indice* de changement structurel		
Secteur	Nombre	<i>i.s.</i>	Nombre	<i>i.s.</i>	Nombre	<i>i.s.</i>	
<u>SERVICES À LA CONSOMMATION</u>							
Commerce	77 900	1,00	90 200	0,83	40 800	0,83	45,7
Divertissements et loisirs	8 100	1,73	11 500	1,58	2 700	0,79	74,5
Services personnels	500	0,03	600	0,03	- 1 000	0,00	1,7
Hébergement et restauration	31 300	1,64	44 400	2,11	20 000	1,53	92,2
Services divers	18 600	1,73	20 200	1,53	8 100	1,11	73,4
	136 400	1,10	166 900	1,02	70 600	0,83	53,1
<u>SERVICES À LA PRODUCTION</u>							
Transports, communications et autres services publics	31 000	0,61	37 100	0,77	19 700	0,67	35,8
Finances, assurances et affaires immobilières	26 100	0,87	54 700	1,23	19 100	1,12	57,5
Services aux entreprises	33 100	1,86	63 100	2,35	23 200	2,10	101,9
	90 200	0,93	154 900	1,30	62 000	1,09	58,3
<u>SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET PARA-PUBLICS</u>							
Enseignement et services connexes	21 100	0,61	19 800	0,52	13 500	0,82	36,1
Services médicaux et sociaux	43 400	1,39	30 000	0,89	22 000	1,23	59,1
Administration publique	21 400	0,79	17 600	0,64	15 500	1,07	37,2
	85 900	0,93	67 400	0,64	51 000	1,07	44,5
TOTAL	312 600		389 500		183 600		51,7

par les transformations de structure démographique. Cependant, à l'intérieur de ce grand groupe, les services médicaux continuent à accuser des rythmes de croissance au-dessus de la moyenne, liés justement au vieillissement de la population. À cette exception près, il est toutefois peu probable que le secteur public et para-public soit une source importante de création d'emploi à l'avenir.

Le groupe des services à la consommation a, dans l'ensemble, connu une croissance plus rapide de ses effectifs (+ 53,1% pour les trois métropoles); mais ce sont surtout les secteurs du divertissement et des loisirs (+ 74,5%) et de l'hébergement et de la restauration (+ 92,2%) qui se sont distingués par la rapidité de leur expansion. Il s'agit aussi de secteurs dont les salaires sont parmi les plus faibles, de sorte qu'il faut parler pour ce groupe d'un transfert de l'emploi urbain vers des secteurs à productivité faible.

C'est finalement le groupe des services à la production (les services « exportables ») qui, dans les trois métropoles canadiennes, a connu le taux de croissance le plus rapide (+ 58,3%). Mais, là encore il faut surtout regarder les modifications à l'intérieur du groupe. Le secteur des communications, transports et services connexes, à très hauts salaires, a connu une croissance plutôt modeste de ses effectifs, attribuable en partie à des augmentations importantes de productivité. À la différence du reste de l'activité tertiaire, ce secteur est très intensif en capital et ressemble à cet égard au secteur manufacturier.

La croissance de ce grand groupe tertiaire s'explique davantage par le secteur des services financiers (+ 57,5%); mais surtout par l'expansion très impressionnante (+ 101,9%) des services aux entreprises, qui constitue, en quelque sorte, le secteur de pointe du tertiaire moderne. La base économique des grandes métropoles, voire des centre-villes, repose de plus en plus sur les services aux entreprises et, à un degré moindre, sur les services financiers (Noyelle, 1983).

2.2 *La structure de l'activité tertiaire à Montréal*

Dans ses grandes lignes, la structure tertiaire de Montréal en 1971 était tout à fait comparable à celle de Toronto et de Vancouver

* L'indice de changement structurel, *i.s.*, se calcule comme suit :

$$i.s.^i = \frac{A'71-81 / A''71-81}{M'71 / M''71}$$

où *i.s.*^{*i*} = l'indice pour le secteur *i*.

*A'*71-81 = l'accroissement 1971-81 de la main-d'œuvre dans le secteur *i*.

*A''*71-81 = l'accroissement 1971-81 de la main-d'œuvre dans tous les secteurs.

*M'*71 = la main-d'œuvre dans le secteur *i* en 1971.

*M''*71 = la main-d'œuvre dans tous les secteurs en 1971.

TABLEAU 2.3
LA STRUCTURE DE LA MAIN-D'ŒUVRE TERTIAIRE, 1971-1981, SELON TROIS GRANDS
GROUPEs, MONTRÉAL, TORONTO, VANCOUVER

	Montréal		Toronto		Vancouver	
	1971 %	1981 %	1971 %	1981 %	1971 %	1981 %
— Services à la consommation	39,5	40,8	42,0	42,4	43,5	41,8
— Services à la production	31,0	30,3	30,6	33,8	30,9	31,9
— Services gouvern. et para-publics	29,5	28,9	27,4	24,0	25,6	26,4
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(tableau 2.3), de sorte que l'on ne peut pas parler d'une structure déséquilibrée ou « anormale » dans son cas. La structure tertiaire de Montréal en 1971 serait même légèrement plus exportatrice que celle des deux autres régions urbaines.

Les différences entre ces métropoles se font davantage sentir à l'intérieur de chaque grand groupe. À Montréal, les services à la production reposent, beaucoup plus qu'à Toronto, sur les transports, les communications et les autres services connexes. Dans un travail précédent, nous avons déjà constaté que les exportations (estimées) de services montréalais étaient, en 1971, surtout concentrées dans le secteur des transports et des communications (Polèse et Léger, 1982) ; mais à Toronto c'étaient les services financiers et les services aux entreprises qui occupaient la première place. Sur ce plan, la structure tertiaire de Montréal ressemble davantage à celle de Vancouver qu'à celle de Toronto.

Des différences avec Toronto s'observent également au niveau des services d'enseignement et des services médicaux et sociaux qui, par comparaison à d'autres secteurs, étaient, en 1971, plus importants à Montréal. L'importance relative du secteur para-public à Montréal (universités, hôpitaux, etc.) tient d'abord à la nature même de ces services, destinés surtout à une population locale⁷ ; mais également, sans doute, au rôle plus dominant de Montréal, vis-à-vis son arrière-pays « naturel », comme centre d'enseignement supérieur et de recherche. En Ontario, il existe plusieurs grands complexes universitaires ou médicaux à l'extérieur de Toronto (Kingston, Waterloo, London, etc.) ; tandis qu'au Québec ces infrastructures sont davantage concentrées à Montréal.

7. Il faut se rappeler que les deux régions urbaines comptent un volume de population assez comparable.

2.3 *La restructuration de l'activité tertiaire à Montréal, 1971-1981*

La croissance de l'activité tertiaire à Montréal s'est répartie de façon très inégale entre les différents secteurs. Au cours de la décennie 1971-1981, on observe un transfert relatif de la population active tertiaire vers les secteurs suivants (voir les indices de changement structurel, tableau 2.2) : services divers ; services aux entreprises ; divertissement et loisirs ; hébergement et restauration et, finalement, services médicaux et sociaux. À l'intérieur du grand groupe des services à la production, seul le secteur des services aux entreprises a connu un mouvement relatif favorable, de sorte que la part de l'ensemble du groupe dans le total tertiaire montréalais passe de 31,0% à 30,3%. À cet égard, l'évolution de Montréal se distingue de celle de Toronto et de Vancouver, où la part des services à la production a plutôt eu tendance à augmenter, grâce au dynamisme combiné des services aux entreprises et des services financiers. La structure tertiaire de Montréal est maintenant légèrement moins exportatrice que celles de ses deux rivales canadiennes ; c'était le contraire en 1971.

La restructuration de l'activité tertiaire a eu, dans plusieurs cas, pour conséquence d'accentuer les écarts entre Montréal et Toronto, déjà observables en 1971. Ainsi, les services d'enseignement et les services médicaux et sociaux ont crû plus rapidement à Montréal qu'à Toronto, à la fois en termes absolus et relatifs. Toronto a même connu une *régression* relative de son secteur médical et social, ce qui la distingue également de Vancouver. C'est à Toronto aussi que le groupe des services gouvernementaux et para-publics a connu le déclin relatif le plus prononcé, de sorte que cette métropole possédait en 1981 la structure la moins « publique » ; cette caractéristique est d'autant plus étonnante que Toronto, à la différence des deux autres métropoles, remplit également les fonctions d'une capitale provinciale.

C'est surtout pour les services financiers et les services aux entreprises que l'écart entre les deux métropoles s'est creusé, malgré une augmentation importante des effectifs dans ces deux secteurs à Montréal de 1971 à 1981, soit respectivement 26 000 (+42,4%) et 33 100 (+88,9%). Par comparaison, les secteurs torontois des activités financières et des services aux entreprises ont, respectivement, connu des accroissements de leurs effectifs de 54 700 (+64,7%) et de 63 100 (+120,6%). Toutes proportions gardées, les taux relatifs de croissance ont également été plus rapides à Vancouver, quoique moins impressionnants qu'à Toronto. Nous pouvons exprimer cette donnée d'une autre façon. De 1971 à 1981, les deux secteurs de la finance et des services aux entreprises comptaient, ensemble, pour 30,2% de la croissance des effectifs tertiaires à Toronto, pour 22,6% de la croissance tertiaire à Vancouver et, finalement, pour 18,9% de la croissance des effectifs tertiaires de Montréal. En outre, la métropole montréalaise n'a pas connu un transfert relatif de ses effectifs

tertiaires vers le secteur financier (un indice de changement structurel en dessous de 1,00), à la différence des deux autres.

En comparant les indices de changement structurel, on observe pour Montréal une évolution « favorable », par rapport à Toronto (l'indice pour Montréal plus grand que l'indice pour Toronto), dans les secteurs suivants : administration publique ; services divers ; services médicaux et sociaux ; commerce ; enseignement ; divertissement et loisirs. La métropole montréalaise connaît également une évolution « favorable » par rapport à Vancouver dans les secteurs suivants : divertissement et loisirs ; services divers ; commerce ; services médicaux et sociaux.

Bref, par comparaison aux deux autres métropoles, la restructuration de l'activité tertiaire à Montréal s'appuie beaucoup plus sur les services à la consommation et les services gouvernementaux et para-publics. Pour autant que Toronto et Vancouver soient des points de repère valables, on peut alors parler d'une croissance plutôt déficiente des services montréalais à la production (ou encore d'un sous-développement du tertiaire exportateur), attribuable, en bonne partie, à la performance relativement moins dynamique des services aux entreprises et des services financiers et immobiliers.

2.3.1 *Services aux entreprises et services financiers*

Regardons donc plus en détail ces deux secteurs. Au tableau 2.4, où Montréal et Vancouver sont comparés à Toronto, nous voyons que Montréal a connu une baisse relative de sa main-d'œuvre tertiaire dans tous les secteurs sauf un, le génie conseil, pour laquelle elle semble conserver sa position relative. Nous voyons aussi que les indices de main-d'œuvre tertiaire varient parfois beaucoup du début à la fin de la période. Il s'agit en somme de secteurs très mobiles sur le plan géographique, caractérisés par des fonctions de production relativement faibles en capital (Polèse, 1983). C'est notamment vrai pour les institutions financières.

Pour certains sous-secteurs, souvent parmi les plus « exportateurs », les changements paraissent particulièrement abrupts : les courtiers en valeurs mobilières (dont l'indice par rapport à Toronto passe de 0,54 en 1971 à 0,30 en 1981) ; les trusts et « holdings » (passent de 0,83 à 0,45) ; les services d'informatique (0,72 à 0,33) ; la publicité (0,61 à 0,47). Il faut également noter que plusieurs sous-secteurs, comme les banques et les agences d'assurances ou immobilières, comprennent des proportions importantes de services destinés à des marchés locaux ; de sorte que la valeur de l'indice ne reflète que partiellement l'importance relative des services exportés. Dans l'ensemble, le tableau 2.4 nous permet cependant d'affirmer que Montréal joue en 1981, un rôle beaucoup plus modeste que celui de Toronto, comme exportatrice de services aux entreprises et

TABLEAU 2.4
LA MAIN-D'ŒUVRE DANS LES SERVICES FINANCIERS ET LES SERVICES AUX
ENTREPRISES, MONTRÉAL ET VANCOUVER COMPARÉES À TORONTO, 1971-1981
(TORONTO = 1,00)

	MONTRÉAL		VANCOUVER	
	1971	1981	1971	1981
FINANCES, ASSURANCES ET IMMEUBLES (ENSEMBLE)	0,72	0,63	0,33	0,34
Banques et autres établissements de dépôt	0,84	0,76	0,36	0,37
Courtiers en valeur mobilière (& bourse)	0,54	0,30	0,27	0,31
Trusts & « holdings »	0,83	0,45	0,39	0,31
Assureurs	0,60	0,53	0,17	0,17
Agences d'assurances & immobilières	0,73	0,62	0,38	0,34
Exploitants immobiliers	0,58	0,54	0,54	0,54
SERVICES AUX ENTREPRISES (ENSEMBLE)	0,71	0,61	0,36	0,37
Bureaux de placement	0,60	0,32	0,28	0,20
Services d'informatique	0,72	0,33	0,29	0,22
Sécurité et enquêtes	1,15	1,09	0,38	0,29
Comptabilité (bureaux)	0,89	0,77	0,43	0,41
Publicité	0,61	0,47	0,19	0,20
Architectes (bureaux)	0,61	0,54	0,31	0,58
Études et services scientifiques (génie-conseil)	0,86	0,87	0,58	0,61
Avocats & notaires	0,62	0,53	0,34	0,38
Gestion-conseil	0,58	0,58	0,29	0,42
Divers	0,55	0,57	0,30	0,29
SECTEUR MANUFACTURIER	0,88	0,83	0,25	0,25
L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	0,88	0,85	0,39	0,41

de services financiers, ce qui rejoint d'autres analyses faites par nous (Polèse et Léger, 1982 ; Polèse, 1984).

De 1971 à 1981, le secteur tertiaire montréalais s'est restructuré pour s'accommoder d'un marché plus restreint, dont les limites géographiques correspondent en gros, aujourd'hui, à celles du Québec. Ce rétrécissement relatif du rayonnement tertiaire de Montréal s'explique en partie par les changements socio-culturels que le Québec a connus durant cette

époque (les services sont par exemple plus sensibles aux caractéristiques linguistiques que les biens ; Polèse et Stafford, 1984) ; mais aussi par la tendance générale, observée dans d'autres pays (Daniels, 1979), à la concentration géographique de certaines fonctions tertiaires, plus particulièrement les activités de gestion (les sièges sociaux) et les services aux entreprises. Le Canada n'échappe pas à cette règle (Semple et Green, 1983). Ainsi, au tableau 2.4, nous voyons que Vancouver réussit à peine à maintenir son poids relatif vis-à-vis Toronto comme centre de services financiers et de services aux entreprises, malgré une croissance globale plus rapide. Pour plusieurs services, surtout les plus exportateurs, Toronto gagne du terrain à la fois vis-à-vis Montréal et vis-à-vis Vancouver⁸.

Bref, le secteur tertiaire exportateur de Montréal a dû faire face à deux défis au cours de la décennie de 1971-1981 : un certain rétrécissement de son marché canadien et la tendance générale à la concentration des services « supérieurs » à Toronto, tendance déjà engagée avant 1971. Cependant, il faut bien noter que Montréal prédominera toujours sur le marché québécois ne serait-ce que pour des raisons d'ordre culturel, tout en jouant un rôle non négligeable dans les relations avec le marché francophone international.

3. CONCLUSION

L'observation de l'évolution de l'emploi manufacturier et de la main-d'œuvre tertiaire dans la région métropolitaine de Montréal entre 1971 et 1981 ne permet pas de conclure à l'existence d'un phénomène de désindustrialisation particulier à Montréal, du moins à l'échelle de la région métropolitaine totale.

D'une part, le rythme de croissance de l'emploi manufacturier, même s'il est moins élevé qu'à Toronto ou à Vancouver, est néanmoins tout à fait comparable, et même assez souvent supérieur, à ce qu'on observe dans la plupart des autres métropoles nord-américaines et de celles de l'Europe occidentale et du Japon. Dans une telle perspective élargie, c'est la croissance industrielle des grandes villes canadiennes qui paraît plutôt exceptionnelle. D'autre part, le niveau de tertiarisation ne se distingue guère de celui de Toronto ou d'autres métropoles nord-américaines, dont certaines se caractérisent par un taux d'emplois tertiaires nettement plus élevé que celui de la région montréalaise.

Ce n'est que dans le cas de la ville centrale de Montréal qu'on peut parler de désindustrialisation. L'emploi manufacturier, fortement concentré dans les secteurs traditionnels, a reculé sous le choc de deux

8. Il est intéressant de noter qu'à la fois Vancouver et Montréal maintiennent (ou renforcent) leur position, vis-à-vis Toronto, dans les sous-secteurs de la gestion-conseil et du génie-conseil.

facteurs : la concurrence étrangère et la forte tendance à la relocalisation des activités manufacturières en banlieue. Cependant, la perte d'emploi y est comparable à celle qu'on observe pour les villes centrales d'autres zones métropolitaines américaines.

Le développement manufacturier de la ville centrale bénéficie, depuis quelque temps, de politiques diverses du CIDEM et de programmes municipaux d'encouragement à l'industrie (PROCIM, PRAIMONT). Mais ces efforts très récents pourront-ils renverser, ou même infléchir, cette tendance lourde qu'est la désindustrialisation ?

Du point de vue des changements structurels, les secteurs manufacturier et tertiaire de la région métropolitaine de Montréal ont évolué de façon très différente, voire opposée, depuis 1971. Le secteur manufacturier bénéficie d'une progression relative de groupes majeurs dont la productivité du travail et la capacité d'exportation internationale sont supérieures à la moyenne. On peut même estimer que la reconversion des structures manufacturières a été plus forte dans la région métropolitaine de Montréal que dans celle de Toronto, au cours de la période 1971-1981.

Par contre, le secteur tertiaire de la région montréalaise, s'il a connu une bien plus forte croissance globale que son secteur manufacturier, s'est restructuré d'une façon moins favorable. La part relative des activités tertiaires à forte capacité d'exportation a baissé au profit de sous-secteurs desservant le marché local ou en tous les cas limité au Québec. De plus, en ce qui concerne les services financiers et les services aux entreprises, qui constituent le cœur du tertiaire exportateur, le rapport de Montréal sur Toronto a diminué plus que proportionnellement au cours de la période 1971-1981. S'il faut parler d'un déplacement de l'activité économique vers Toronto, ce mouvement aurait alors surtout frappé ce qu'il est convenu d'appeler le tertiaire moteur (les activités de bureau, si l'on préfère). Il s'agit d'activités en général beaucoup plus mobiles que les usines, et donc en principe plus sensibles à des changements dans leur environnement général.

La structure économique montréalaise semble en somme subir une double reconversion. Comme pôle de services, Montréal est en voie de s'adapter à une transformation de son aire de marché pour devenir un centre moins canadien et plus québécois, ce qui se traduit nécessairement par un déclin relatif du poids de son secteur tertiaire dans l'ensemble canadien (nos résultats ne nous autorisent pas à parler du rôle international de son secteur tertiaire). Cependant, selon nos résultats, ce rétrécissement du rayonnement tertiaire de Montréal ne semble pas avoir affecté le rythme de restructuration du secteur manufacturier, du moins pas de façon visible. Le secteur tertiaire montréalais aurait donc continué à jouer son rôle de soutien à l'activité manufacturière montréalaise, du moins

pour la période étudiée. Il reste que nos résultats peuvent susciter certaines interrogations sur l'évolution future du secteur tertiaire montréalais et sur les relations entre ce secteur et la performance du secteur manufacturier.

APPENDICE 1

COUVERTURE DE LA BANQUE DE DONNÉES MANUFACTURIÈRES DE L'I.N.R.S.-URBANISATION

Il y a un écart positif entre le volume total d'emploi manufacturier de la banque de données de l'I.N.R.S.-Urbanisation et celui de Statistique-Canada pour la région métropolitaine de Montréal (catalogue 31-209) ; il est de 13,9% pour 1980. Cet écart est dû à une sous-estimation des emplois dans les petits établissements (moins de 20 employés) recensés par Statistique Canada¹. La banque de l'I.N.R.S.-Urbanisation évite en grande partie ce biais en faisant appel à plusieurs sources et en vérifiant directement plusieurs de ses données auprès d'un certain nombre d'établissements.

Pour le secteur manufacturier du Québec, le B.S.Q.² a rajusté à la hausse les données de Statistique Canada en fonction de l'*Enquête sur la population active* du même organisme : le rajustement est de 16,3% pour 1980 ; cette correction est donc assez proche de l'écart entre les données de l'I.N.R.S. et celles de Statistique Canada pour la région métropolitaine de Montréal, cette année-là.

Le biais à la baisse de Statistique Canada semble nettement plus élevé pour Montréal que pour plusieurs autres régions métropolitaines, et notamment Toronto, à cause des facteurs suivants :

1. Montréal compte une proportion plus forte d'emplois manufacturiers dans les établissements de moins de 20 employés ; par exemple, la part relative du cuir et du vêtement dans l'emploi manufacturier montréalais est de 17,8% en 1980 par comparaison à seulement 5,5% pour

1. Ce phénomène a été analysé dans H.D. Potter, *Le Recensement des manufactures et l'Enquête sur la population active : quelques approches expérimentales à la comparaison des données des enquêtes établissements et des enquêtes ménages*, Statistique Canada, V-043, juin 1982.

2. *Prévisions à moyen terme de l'emploi et du PIB par secteur au Québec*, B.S.Q., août 1982.

Toronto et à 5,9% pour Vancouver. Or ces groupes majeurs se caractérisent par leur pourcentage relativement élevé de petits établissements.

2. Ce type de groupes majeurs emploie des travailleurs à domicile, toujours très difficiles à recenser ; dans le vêtement, il y en aurait plus de 30 000 au Québec³, et sans doute environ 22 000 dans la région métropolitaine de Montréal.

BIBLIOGRAPHIE

- BONIN, BERNARD, P. NAGY et M. LESSARD (1982), *Montréal, place financière internationale ?*, CETAI, École des Hautes Études Commerciales de Montréal.
- BRITTON, JOHN (1981), *Innovation, Industrial Strategy and the Urban Economy : Toronto's Development Options*, Research Paper No 127, Centre for Urban and Community Studies, University of Toronto.
- B.S.Q. (1983), *Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs du Québec, 1976-1980*, Bureau de la Statistique du Québec.
- COUSINEAU, J.-M. et R. LACROIX (1983), « Effet de structure et effet de marché régional dans les disparités interrégionales de salaire : une application au cas de Montréal et de Toronto », *Revue canadienne d'Économique*, XVI, n° 4, novembre.
- DANIELS, P.W. (1979), *Spatial Patterns of Office Growth and Location*, John Wiley & Sons, New York.
- GREEN, A.E. et D.W. OWEN (1984), *The Spatial Manifestation of the Changing Socio-Economic Composition of Employment in Manufacturing, 1971-1981*, Discussion Paper No 56, Centre for Urban and Regional Development Studies, University of Newcastle upon Tyne, Royaume-Uni.
- I.N.P. (1984), *Productivité et performance de l'économie québécoise*, document de travail 31 / 1 / 84, Institut National de la Productivité, Montréal.
- KEEBLE, DAVID, P.L. OWENS et C. THOMPSON (1983), « The Urban-Rural Manufacturing Shift in the European Community », *Urban Studies*, vol. 20, n° 4, novembre.

3. Ruth, Rose et Michel Grant, *Le travail à domicile dans l'industrie du vêtement au Québec*, FTQ, 1983, 299 p., page 15.

- LAMONDE, PIERRE, J. LEDENT et M. POLÈSE (1984), *Perspective d'emplois et de populations pour la région métropolitaine de Montréal, par zone d'analyse. Horizon 1986*, I.N.R.S.-Urbanisation, Montréal, rapport soumis à la Communauté urbaine de Montréal (service de planification du territoire.)
- LAMONDE, PIERRE, Y. MARTINEAU, F. DESROSIERS et P.A. JULIEN, *Prévision d'emploi dans la région métropolitaine. Horizon 1985*, publiée par le Comité des Transports de la région de Montréal, 1977.
- LAMONDE, PIERRE et M. POLÈSE, *Le développement des bureaux d'affaires à Montréal*, rapport remis à l'O.P.D.Q., 1981.
- MARTIN, FERNAND (1982), *La position concurrentielle de Montréal dans les transports et communications*, CETAI, École des Hautes Études Commerciales de Montréal.
- NOYELLE, THIERRY (1983), « The Rise of Advanced Services : Some Implications for Economic Development in U.S. Cities », *Journal of the American Planning Association*, vol. 49, n° 3.
- PHILLIPS, R.S. et A. VIDAL (1983), « The Growth and Restructuring of Metropolitan Economies : The Context for Economic Development Policy », *Journal of the American Planning Association*, vol. 49, n° 3.
- POLÈSE, M. et J. LÉGER (1982), *Montréal, centre de services aux entreprises et métropole québécoise*, CETAI, École des Hautes Études Commerciales de Montréal.
- POLÈSE, M. et R. STAFFORD (1982), « Une estimation des exportations de services des régions urbaines : l'application d'un modèle simple au Canada », *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. 5, n° 2.
- POLÈSE, M. (1983), « Le rôle des ressources humaines dans l'essor du secteur tertiaire moderne : implications pour l'économie montréalaise », communication au colloque du Centre de recherche en développement économique (CRDE), Université de Montréal.
- POLÈSE, M. et R. STAFFORD (1984), « Le rôle de Montréal comme centre de services : une analyse pour certains services aux entreprises », *L'Actualité Économique*, vol. 60, n° 1, mars.
- SEMPLE, K.R. et M.B. GREEN (1983), « Interurban Corporate Headquarters Relocation in Canada », *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 27, n° 72, décembre.
- SIMMIE, J. (1983), « Beyond the Industrial City ? », *Journal of the American Planning Association*, vol. 49, n° 1.
- TAKASHI, A. (1982), « Recent Changes in the Japanese Urban System », communication au « Commission on National Settlement Systems », Toronto.
- THIBODEAU, J.-C., Y. MARTINEAU et M.-T. PONTBRIAND (1984), *Évolution de l'industrie de la ville de Montréal, 1971-1981*, I.N.R.S.-Urbanisation, 1 / 84, Montréal.